

Suisse-Europe, l'illusion de la souveraineté

OPINION

La notion de souveraineté est au cœur de nos discussions européennes, mais que peut-elle bien encore signifier aujourd'hui?

Une Suisse souveraine n'est sûrement pas une Suisse isolée, défendant ses frontières avec des hallebardes. L'arme évoquée n'illustre pas seulement la vision passéiste du parti qui la promeut. Elle évoque aussi l'identification dépassée entre souveraineté et sécurité militaire. Si la nostalgie est évidente, il ne faut pas réfléchir longtemps pour se rendre compte qu'on est là dans l'illusion complète. D'abord, parce que même si on limite la souveraineté à son sens purement militaire, au vu des moyens dont disposent d'éventuels agresseurs, ce n'est pas à l'échelle de notre petit pays que l'on peut imaginer se défendre aujourd'hui. Notre sécurité ne pourra être garantie que dans le cadre d'une collaboration claire et stratégiquement réfléchie avec l'Europe voisine et l'OTAN. Ajoutons que, dès lors que le respect du droit est la dernière préoccupation de l'agresseur potentiel, l'affirmation de neutralité constitue une protection qui n'a pas l'épaisseur du papier de cigarette.

Plus fondamentalement encore, la notion de souveraineté n'a de sens que lorsqu'on dépasse une vision purement sécuritaire. Être souverain aujourd'hui, c'est avoir réuni les conditions permettant d'adopter les politiques les mieux à même de promouvoir le bien-être de la population. La souveraineté telle qu'on pouvait la rêver il y a quelques siècles en arrière n'est



JEAN-PIERRE DANTHINE

EX-VICE-PRÉSIDENT DE LA BNS, DIRECTEUR HONORAIRE DU CENTRE ENTERPRISE FOR SOCIETY (E4S), HEC-IMD-EPFL

plus réalité dans un monde globalisé. Certes, nous pouvons prétendre rester maîtres de l'ensemble de nos décisions, mais le cercle des possibles peut être tellement contraint par les politiques de nos partenaires ou concurrents qu'une telle souveraineté n'est que poudre aux yeux. Quel est l'intérêt d'être «souverain» si c'est pour être soumis à des contraintes économiques imposées de l'extérieur qui nous empêchent de prospérer?

économique est substantielle. Selon l'étude la plus systématique effectuée à ce jour*, le PIB par personne est aujourd'hui entre 6 et 8% plus bas que ce qu'il aurait été sans le Brexit, l'investissement est entre 12 et 18% plus bas, tandis que le niveau d'emploi a été amputé de 3 à 4%, et la productivité d'un ordre de grandeur similaire. Ces pertes de revenu considérables se sont accumulées progressivement pendant la décennie qui a suivi le vote en

Quel est l'intérêt d'être «souverain» si c'est pour être soumis à des contraintes économiques imposées de l'extérieur qui nous empêchent de prospérer?

L'aspiration à une souveraineté retrouvée était au cœur du mouvement ayant conduit au Brexit. Quelques années plus tard, les regrets dominent. Rien de tangible n'a été accompli en matière de souveraineté, même sur le front le plus sensible, celui de l'immigration. Et la perte

raison de la persistance de l'incertitude, de l'augmentation des barrières au commerce et du détournement des ressources loin des activités productives. A l'échelle de la Suisse, qui ne serait pas mieux lotie en cas de rupture avec l'Europe (au contraire, du fait de sa plus petite taille et du degré

d'ouverture de son économie), c'est une perte de revenu annuel proche de 7000 francs par habitant qui serait en jeu.

La leçon est claire: une alliance contractuelle, qui limite notre souveraineté comme c'est le cas de toute collaboration, mais qui est en accord avec nos objectifs de prospérité et de bien-être, est plus indiquée que la poursuite nostalgique d'une souveraineté inatteignable.

Dans l'esprit des opposants, les bilatérales III constituent une forme d'assujettissement à nos voisins européens. Mais de qui sommes-nous les sujets aujourd'hui? Ce n'est que dans le cadre d'une alliance européenne que nous aurons la force nécessaire pour résister aux intimidations trumpiennes. Les dégâts à notre économie que peuvent provoquer les décisions arbitraires de notre ex-république sœur sont des atteintes à notre souveraineté bien plus graves et matérielles que les restrictions négociées dans le cadre d'un accord avec notre plus grand partenaire commercial, avec lequel nous partageons valeurs et respect du droit. En d'autres mots, dans un monde globalisé soumis à la loi du plus fort, une petite Suisse isolée n'est pas souveraine. La souveraineté consiste à choisir ses alliés au mieux et à agir coopérativement avec eux pour s'assurer l'environnement le plus propice à la poursuite de notre bien-être collectif. ■

* **The Economic Impact of Brexit**, N. Bloom, P. Mizen, P. Smietanka et G. Thwaites (2025), NBER Working Paper 34459